

J'en profite pour exhorter le ministre et le gouvernement à tracer et à appliquer le plus vite possible des politiques et des programmes qui accorderont une attention toute spéciale aux régions telles que Windsor afin que leurs besoins en logement soient satisfaits dans l'avenir immédiat. Le ministre, j'en suis sûr, fera tout son possible pour encourager les prêteurs privés à s'engager plus activement dans le domaine de la construction domiciliaire. Si ses efforts, que je pourrais appeler des appels à la conscience, ne réussissent pas à leur donner le sens des responsabilités, le gouvernement devrait penser sérieusement à s'engager plus directement dans le domaine du financement des maisons.

A l'heure actuelle, le gouvernement devrait envisager un programme de prêts directs dans les régions comme Windsor. On devrait penser plus spécialement à fixer des contingents plus élevés dans les régions qui ont un besoin spécial en logement. Je dois faire remarquer que ce besoin aurait pu être plus critique à l'heure actuelle sans les efforts du gouvernement sur l'initiative du ministre du Travail. Le gouvernement s'efforce, par l'entremise de la Société centrale d'hypothèques et de logement et de concert avec les gouvernements municipaux et provinciaux, de trouver une réponse à ce besoin.

Le moment est aussi venu pour nous d'encourager l'industrie privée à contribuer plus activement à offrir des habitations à leurs employés.

• (9.50 p.m.)

Il ne s'agit pas simplement d'une responsabilité que doivent assumer les industries envers les localités dans lesquelles elles sont situées. Il est certain que dans des régions comme Windsor, il y va de l'intérêt direct des industries en question de prendre les dispositions voulues pour conserver la main-d'œuvre spécialisée et pour attirer des travailleurs supplémentaires afin de remplir les postes créés, en grande partie, grâce au succès obtenu par les programmes économiques du gouvernement. Je crois que le ministre devrait encourager, directement ou par l'intermédiaire de la Société centrale d'hypothèques et de logement, les principales sociétés industrielles dans des localités comme Windsor, à prendre elles-mêmes des initiatives pour loger leurs employés ou à collaborer les unes avec les autres pour la constitution de sociétés à but non lucratif qui, avec le concours de la Société centrale d'hypothèques et de logement dans le domaine de la planifi-

[M. Gray.]

cation et peut-être du financement, au besoin, aideraient à répondre à la demande en matière de logement dans des régions comme celle d'où je viens.

Je voudrais signaler un autre point, monsieur l'Orateur. A mon avis, les restrictions imposées par l'*Ontario Housing Corporation* touchant le revenu des locataires des nouvelles entreprises publiques d'habitation dans certaines régions, comme on en réalise en ce moment à Windsor, ont réellement besoin d'être révisées. Une étude indiquera, je pense, que le surloyer entre en jeu trop vite et ne tient pas compte des salaires que les travailleurs gagnent en usine, aujourd'hui, ni des prix que doivent payer les salariés. Je vois qu'il s'agit de décourager, par l'application de ce barème des loyers, les gens dont le revenu dépasse un certain niveau de continuer à habiter ces logements. On les pousse à entrer sur le marché de l'habitation privée. A l'heure actuelle, dans nombre de régions du pays, il a pénurie de logements pour cette catégorie de travailleurs. Si ces types de logement existent, les travailleurs en usine ou les autres ouvriers semblables ont beaucoup de difficulté à payer le loyer exigé. La justice et les besoins des personnes à faibles revenus exigent que les intéressés révisent cette échelle de revenus.

Je n'ai pas hésité à m'exprimer d'une manière que certains pourraient interpréter comme une critique à l'endroit des gens responsables de notre programme d'habitation, peut-être pas autant une critique qu'une exhortation à prendre d'autres mesures sous certains rapports. En même temps, monsieur l'Orateur, je tiens à faire valoir de nouveau qu'en dépit de cette invitation à prendre d'autres mesures, je puis quand même demander à la Chambre de rejeter le présent amendement qu'a présenté l'opposition officielle. Je le dis en raison des réalisations du gouvernement actuel qui, je crois, permettent à tous les députés d'avoir confiance que le gouvernement est capable de continuer à répondre aux besoins qui existent encore et de prévoir de meilleurs projets d'habitation à l'intention de nos citoyens dans les diverses régions du pays. A cause de cette confiance que j'éprouve, à cause des preuves sur lesquelles s'appuie cette confiance, je crois que l'amendement n'est pas bien fondé puisque, de fait, il critique le gouvernement d'avoir causé des difficultés en ce qui concerne la disponibilité des fonds.

Le moment est venu, je le répète, de mettre au point et d'appliquer des programmes destinés surtout à des régions qui ont encore un